

Callac : le maire fiche-t-il ceux qui signent pour exiger un référendum?

écrit par Martine Chapouton | 13 octobre 2022



Laure-Line Inderbitzin, Joseph Lintanf, Jean-Yves Rolland, Sylvie Le Graët, Patrick Morcet et Pascal Le Tertre.



Laure-Line Inderbitzin, Joseph Lintanf, Jean-Yves Rolland, Sylvie Le Graët, Patrick Morcet et Pascal Le Tertre.

Décidément, le maire de Callac et son équipe ne reculent devant rien. Jean-Yves Rolland, la semaine dernière, sur le marché, avait annoncé que s'il organisait un référendum, 80 % des Callacois voteraient contre lui. Donc qu'il n'en organiserait pas ! Rappelons que cet aveu lui avait valu une certaine notoriété sur Sud Radio, où Bernard Germain, porte-parole du Comité de soutien au combat de Callac, avait été de nouveau invité par André Bercoff.

Jean-Yves Rolland s'est déjà vanté, la semaine dernière, d'avoir pondu un arrêté – dont la légalité est sujette à caution – interdisant de signer des pétitions ou de distribuer des tracts sur le marché. Il paraît que ce serait pour apaiser les tensions, après le taguage de sa mairie, en breton, par des opposants locaux à son projet Horizon. Bien évidemment, Jean-Yves Rolland, unique responsable de la tension qui existe dans sa ville, a tôt fait d'accuser les opposants de ce projet d'être responsables de la situation.

Nous apprenons par cet article, paru dans l'Echo de l'Armor, qu'il refuse désormais de répondre à la presse locale.

CALLAC-DE-BRETAGNE

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS. Les opposants préparent une nouvelle manifestation

300 personnes avaient manifesté contre le projet d'accueil de réfugiés à Callac, le samedi 17 septembre dernier. Une autre mobilisation, « plus importante », selon l'une des organisatrices, se déroulera dans les prochaines semaines à Callac pour s'opposer, à nouveau, au Village Horizon.

C'est Catherine Blein qui l'annonce. C'était l'une des chevilles ouvrières de la manifestation du 17 septembre et c'est désormais la présidente de l'association des Amis de Callac, constituée pour dire non au projet porté par la famille Cohen et le fonds de dotation Merci, afin de permettre l'installation de réfugiés à Callac.

Catherine Blein est épaulée, dans cette nouvelle association, par une Callacoise, Danielle Le Men, qui avait déjà lancé un premier mouvement de contestation contre le projet Horizon au printemps dernier à Callac.

Un arrêté qui pose des questions

Cette nouvelle association des amis de Callac était présente sur le marché de Callac la semaine dernière pour « proposer à la signature des Callacois la pétition demandant un référendum sur le projet



Catherine Blein, ici au micro lors du premier rassemblement du 17 septembre, annonce qu'une autre manifestation se prépare à Callac contre le projet d'accueil des réfugiés. Laurent LE FUR

Horizon ». Tout ne s'est pas passé comme prévu puisqu'elle a découvert que la mairie a pris un arrêté municipal interdisant la distribution de tracts dans plusieurs rues du centre de Callac, le mercredi matin entre 7 h et 14 h, donc aux horaires du marché, notamment pour éviter des tensions et préserver la tranquillité en ville.

Toutefois, ce même arrêté ne s'applique pas à la distribution de tracts que la commune pourrait être amenée à distribuer pour l'information de la popula-

tion. Ce qui a fait bondir Catherine Blein et les membres des Amis de Callac, qui vont contester la légalité de cet arrêté du 4 octobre. « Il n'y a eu aucun problème d'ordre public avec nous », insiste Catherine Blein.

Une pétition pour un référendum

Que veut cette association précisément ? « Notre seul but c'est de proposer cette pétition à la population pour demander un référendum sur le projet Horizon. Que le

maire fasse une consultation de toute la population, avec deux bulletins, oui ou non, les gens répondent et on se pliera à la décision générale ».

Catherine Blein, ancienne élue FN dans la mouvance Zemmour aujourd'hui, assure que « le mécontentement commence vraiment à monter. Il y a une prise de conscience et les gens sont furieux qu'on ne leur demande pas leur avis et qu'on leur impose une situation qui risque à terme de générer beaucoup d'inconvénients ».

Catherine Blein annonce qu'une « manifestation beaucoup plus importante que la première » va se dérouler à Callac « dans les prochaines semaines. Il y aura des gens de toute la Bretagne ». Catherine Blein qui ne souhaite pas associer son action, ni celle de son association des Amis de Callac, à l'extrême droite, préférant parler d'une « droite patriote qui veut des résultats ».

Nous avons sollicité le maire de Callac pour qu'il s'exprime également dans cet article. Il n'a pas donné suite à notre proposition.

● Laurent LE FUR

CALLAC-DE-BRETAGNE

MAIRIE. Des médailles et des départs en...

CALLAC-DE-BRETAGNE

LANSERIEN KONTILI BREIZH

Mais la municipalité callacoise ne s'arrête pas là dans l'intimidation de ses administrés. Ce matin, un commerçant qui, comme la plupart de ses collègues de la ville, affiche la pétition des Amis de Callac pour exiger un référendum, a constaté que la pétition, qu'il avait vue dix minutes plus tôt et qui était presque remplie, avait disparu. Et ce n'est pas la première fois que cela se produit ! Qui est à la manœuvre ? Les antifas, la municipalité, ou les deux ? Toujours est-il que la gauche immigrationniste (qui d'autre pourrait agir

ainsi ?) se permet donc de dérober les pétitions affichées chez les commerçants pour relever le nom des signataires. Mais il y a pire.

Nous avons reçu, à la rédaction de Riposte Laïque, un témoignage que nous avons vérifié. Un élu de la ville s'est permis d'intimider une paisible personne, l'informant qu'elle avait été photographiée en train de signer la pétition des Amis de Callac. Cela signifie donc que soit c'est du bluff, mais cela se veut une menace, ce qui n'honore pas ceux qui agissent ainsi. Soit que des zélés élus photographient à leur insu leurs administrés, soit ils le font faire par des personnes par des supplétifs gauchistes, comme ceux qui ont contre-manifesté sans avoir déposé de demande d'autorisation le 17 septembre dernier. Ce serait là, avec le vol de pétitions permettant de récupérer des signatures, la mise en place d'un véritable fichage de la population.

Refus de la démocratie, arrêtés municipaux liberticides, intimidations contre la population, il faut vraiment que le maire et son équipe soient aux abois pour se comporter ainsi, rompant ainsi avec les valeurs démocratiques dont ils se réclament.

Et ce n'est pas ce nouvel article paru dans Breizh Info, qui va apaiser les tensions. On apprend que, profitant de l'appel d'air provoqué par le projet Horizon, une autre association immigrationniste, Viltais, payée par nos impôts, commence à installer à son tour de nouveaux migrants à Callac. Deux familles africaines, comprenant 16 personnes (on rappelle que le projet Horizon était annoncé pour 70 familles !) sont attendues dans les prochains jours. Et d'autre part, les emplois annoncés (alors qu'il y a 18 % de chômeurs à Callac) paraissent bidon.

<https://www.breizh-info.com/2022/10/12/209168/callac-le-deuxieme-projet-daccueil-de-migrants-se-confirme-les-offres-demploi-du-projet-horizon-sont-elles-bidons/>

Elles s'ajouteront aux 5 familles africaines déjà présentes, soit 38 personnes ! Le vrai scandale consiste à regarder cette maison, rachetée par l'association Viltais, à Callac, pour y loger des Africains, et à imaginer ce qu'on pourrait en faire, au service des Français...



... quand certains de nos compatriotes logent dans des caravanes, avec leurs enfants, à Ploërmel, comme nous l'a appris Franck Chevrel, il y a quelques jours.

<https://ripostelaique.com/ploermel-et-callac-un-couple-français-et-ses-4-enfants-parques-pres-dune-decharge.html>

Il ne vient pas à l'esprit du maire de Callac ni des dirigeants de Viltais d'installer Astrid, Stéphane et leurs quatre enfants, eux qui ont toujours travaillé, toujours cotisé, dans cette bâtisse. Il n'y a pourtant qu'une heure et demie, entre Ploërmel et Callac ! Mais priorité aux familles nombreuses africaines, et tant pis pour les conséquences scolaires qui vont frapper les enfants de Callac, sans parler des autres facettes de l'enrichissement multiculturel que trop de Français subissent tous les jours !

Le refus de la municipalité d'organiser un référendum, sa volonté de passer en force et de contourner l'avis de ses administrés, et ses méthodes de fichage de sa population ne feront qu'alimenter la colère des Callacois et monter la tension dans la ville.

Quant à Jean-Yves Rolland, il confirme sa conception particulière de la démocratie, et surtout son mépris pour l'avis du peuple et de ses administrés.

Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer qu'il combat l'extrême droite au nom des valeurs de la République...

Martine Chapouton

<https://ripostelaique.com/callac-le-maire-fiche-t-il-ceux-qui-signent-pour-exiger-un-referendum.html>